

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES N°PA 25-61 DGR/AP

PROCEDURE ADAPTEE

**REDACTION DE COMPTES RENDUS ET DE DOCUMENTS DE SYNTHESE
POUR LE COMPTE DE L'AGENCE DE LA BIOMEDECINE**

ANNEXES
Annexe 1 Bordereau des prix
Annexe 2 Cadre de mémoire technique
Annexe 3 Calendrier prévisionnel des instances 2026
Annexe 4 Communiqué de presse
Annexe 5 Convention RGPD
Annexe 6 Charte graphique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 :	PRESENTATION DE L'AGENCE DE LA BIOMEDECINE	1
1.1	LES COMPETENCES DE L'AGENCE DE LA BIOMEDECINE	1
1.2	LES MISSIONS DE L'AGENCE DE LA BIOMEDECINE	1
1.3	L'ORGANISATION DE L'AGENCE DE LA BIOMEDECINE	2
ARTICLE 2 :	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	2
ARTICLE 3 :	PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ	3
3.1	PROCEDURE DE PASSATION	3
3.2	ALLOTISSEMENT	3
3.3	VARIANTES	3
3.4	PRESTATIONS SIMILAIRES	3
ARTICLE 4 :	DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 5 :	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 6 :	NATURES DES PRESTATIONS	4
6.1	PRESTATIONS A REALISER	4
6.2	TYPES DE REUNIONS	5
ARTICLE 7 :	DELAIS ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
7.1	MODALITES D'INTERVENTION	6
7.2	TYPES DE TRANSCRIPTION ATTENDUE	7
7.3	MODALITES GENERALES D'EXECUTION	7
7.3.1	<i>Emission des bons de commande</i>	7
7.3.2	<i>Éléments fournis par l'Agence</i>	8
7.3.3	<i>Enregistrement des séances et conservation des données</i>	8
7.3.4	<i>Charte graphique et règles typographiques</i>	9
7.3.5	<i>Modalités, délais et livraisons des comptes rendus</i>	9
ARTICLE 8 :	VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	10
8.1	RESPONSABLE TECHNIQUE POUR L'AGENCE DE LA BIOMEDECINE	10
8.2	RESPONSABLE TECHNIQUE POUR LE TITULAIRE	10
8.3	CONDITION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION	10
ARTICLE 9 :	MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	10
9.1	FORME DES PRIX	10
9.2	CONTENU DES PRIX	10
9.3	PRIX DE REGLEMENT	11
9.3.1	<i>Mois d'établissement des prix du marché</i>	11
9.3.2	<i>Type des prix du marché</i>	11
ARTICLE 10 :	MODALITES DE PAIEMENT	11
10.1	DELAIS DE PAIEMENT	11
10.2	DOMICILIATION DES PAIEMENTS	11
ARTICLE 11 :	AVANCE FORFAITAIRE	12
ARTICLE 12 :	RYTHME PAIEMENTS	12
ARTICLE 13 :	CONFIDENTIALITE ET OBLIGATIONS	13
13.1	CONFIDENTIALITE	13
ARTICLE 14 :	DROIT, LANGUE, MONNAIE	14
ARTICLE 15 :	PENALITES	14
15.1	PENALITES POUR RETARD	14
15.2	PENALITES POUR NON-QUALITE	14
ARTICLE 16 :	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 17 :	CONDITIONS DE RESILIATION	15
ARTICLE 18 :	NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCES	15
ARTICLE 19 :	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	15
ARTICLE 20 :	DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL)	16
ARTICLE 21 :	REGLEMENT DES LITIGES	16
21.1	REGLEMENT AMIABLE	16
21.2	PROCEDURE CONTENTIEUSE	16
ARTICLE 22 :	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	17

IDENTIFIANT

Agence de la biomédecine

Pôle Achats

1 avenue du Stade de France
93212 Saint-Denis la Plaine Cedex
Tél : 01 55 93 65 50

Représentée par sa directrice générale par intérim : **Madame Marine JEANTET**

Type d'acheteur public : Etablissement public à caractère administratif

N° de nomenclature interne : S7003A

Compte budgétaire : 628 831

Comptable assignataire de la dépense :

Madame Sonia ROUX - Agente comptable de l'Agence de la biomédecine

ARTICLE 1 : PRESENTATION DE L'AGENCE DE LA BIOMEDECINE

L'Agence de la biomédecine (ABM) est un **établissement public administratif placé sous tutelle du ministère de la santé** (direction générale de la santé). Elle a été **créée par la loi de bioéthique de 2004** pour prendre la succession d'un précédent établissement public (l'Etablissement public des greffes créé par la loi de bioéthique de 1994), d'une association (le registre France Greffe de Moelle créé par le Pr. Jean Dausset) et de missions et commissions ministérielles.

1.1 Les compétences de l'Agence de la biomédecine

L'Agence de la biomédecine intervient dans le champ d'activités médicales ou de recherche qui ont en commun d'être conduites à partir d'éléments ou de produits du corps humain donnés par un tiers.

Quatre grands champs de compétence sont concernés :

- Le prélèvement et la greffe d'organes et de tissus ;
- Le prélèvement et la greffe de cellules souches hématopoïétiques (moelle osseuse) ;
- L'assistance médicale à la procréation ;
- La génétique et l'embryologie humaines, dont la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires humaines.

Les lois de bioéthique successives ont conforté et approfondi les missions de l'ABM. En dernier lieu, la loi de 2021 lui a notamment confié la tenue du registre des donneurs de gamètes et d'embryons qui permet l'exercice effectif du droit d'accès aux données identifiantes et non identifiantes pour les enfants nés d'une AMP avec tiers donneur, ainsi que des compétences nouvelles en matière de recherche sur les cellules souches pluripotentes humaines.

Aujourd'hui, les compétences de l'Agence sont globalement stabilisées. Bien que très variées, elles ont en commun de traiter de questions éthiques liées à l'intervention d'un donneur au bénéfice d'un receveur en faisant appel à une expertise médicale, scientifique et juridique de haut niveau, associées à des **capacités opérationnelles H24**. Les sujets traités par l'Agence ont en commun leur **technicité** et leur **sensibilité**.

1.2 Les missions de l'Agence de la biomédecine

En tant qu'**agence sanitaire**, l'Agence de la biomédecine est chargée d'encadrer, évaluer et accompagner les activités dont elle a la responsabilité. S'y ajoute une double particularité :

- D'une part, la conduite de **missions opérationnelles** en matière de greffe d'organes (l'ABM administre la liste nationale des patients en attente d'une greffe ainsi que le registre national des refus, et assure par ailleurs en temps réel la régulation et la répartition des greffons) et de cellules (gestion du registre des donneurs volontaires de moelle osseuse. Elle doit à ce double

titre assurer une **continuité de service H24 et 7j/7** accessible sur l'ensemble du territoire ainsi qu'à l'international.

- D'autre part, l'exercice d'une **mission de promotion du don** (d'organes, de moelle osseuse et de gamètes). L'inscription du don éthique, anonyme, gratuit et librement consenti dans le modèle français, suppose d'obtenir une adhésion sans faille du grand public et de maintenir sa confiance pour des sujets sensibles qui reposent sur une logique de solidarité qui nous concerne tous. A ce titre, **les actions de communication auprès du grand public constituent un levier indispensable.**

1.3 L'organisation de l'Agence de la biomédecine

Placée sous la responsabilité d'une directrice générale nommée par décret, l'Agence de la biomédecine est dotée d'un conseil d'administration composé de représentants des différents ministères et établissements publics administratifs à caractère sanitaire et de personnalités qualifiées dans ses domaines de compétence.

L'Agence de la biomédecine dispose d'un conseil d'orientation, instance d'avis et de proposition, qui veille à la cohérence de la politique médicale et scientifique de l'Agence et garantit le respect des principes éthiques et juridiques applicables à ses activités. Pour son expertise médicale et scientifique, l'Agence s'appuie sur un comité médical et scientifique et des groupes d'experts.

L'Agence de la biomédecine compte environ 264,5 équivalents temps plein répartis entre le siège parisien pour les trois quarts et ses services régionaux pour un quart.

Le siège est localisé à Saint-Denis (1, avenue du stade de France – 93212 Saint Denis) et les principaux services régionaux à Lille, Marseille et Rennes.

Les directions du siège sont :

- La direction générale (DG),
- La direction générale Ressources (DGR);
- La direction générale médicale et scientifique (DGMS) ;
 - o La direction du prélèvement et de la greffe d'organes et de tissus (DPGOT) ;
 - o La direction du prélèvement et de la greffe de cellules souches hématopoïétiques (DPGCSH) ;
 - o La direction de la procréation, de l'embryologie et de la génétique humaines (DPEGH) ;
- La mission d'inspection (MI) ;
- La direction de la communication et des relations avec les publics (DCOM) ;
- La direction des systèmes d'information (DSI) ;
- La direction administrative et financière (DAF) ;
- La direction juridique (DJ) ;
- La direction des ressources humaines (DRH).

Pour de plus amples informations sur les missions et l'organisation de l'Agence de la biomédecine, vous pouvez consulter son site Internet institutionnel : www.agence-biomedecine.fr où son rapport d'activité annuel est consultable.

ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la rédaction de comptes rendus de réunions institutionnelles de différents types organisées par l'Agence de la biomédecine.

Les prestations sont définies en détail au présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) n° PA 25-61 DGR/AP.

ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

3.1 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une **procédure adaptée** en application des articles L.2123-1, R.2123-1 3° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations sont susceptibles de varier, dans les limites suivantes :

- sans minimum,
- avec un maximum de 140.000 € HT (soit 168.600 €TTC) sur la durée globale du marché, périodes de reconductions comprises.

3.2 Allotissement

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'allotissement au sens de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique dans la mesure où son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

3.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.4 Prestations similaires

L'Agence de la biomédecine se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché public, en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché public dans le cadre d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables.

La durée pendant laquelle un nouveau marché public pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent contrat.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et ses annexes (dont l'offre financière du titulaire) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières n° PA 25-61 DGR/AP dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Agence de la biomédecine fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- les bons de commande ;
- la convention (RGPD) de sous-traitance prise en application du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données signée par l'Agence de la biomédecine et le titulaire ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance.

En cas de contradiction ou de difficulté d'interprétation entre les documents ci-dessus mentionnés, la documentation de niveau supérieur prévaut pour l'obligation en cause.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du présent marché public est réputée non écrite. Notamment, les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette modalité.

ARTICLE 5 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter **sa date de notification**. Il est ensuite reconductible annuellement par tacite reconduction dans la limite des crédits budgétaires disponibles et sans que sa durée maximale ne dépasse quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

L'acheteur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le présent accord-cadre au terme de chaque période par lettre recommandée avec AR dans un délai de 3 mois avant la date d'échéance.

La non reconduction appliquée dans les conditions sus énoncées, ne saurait être considérée comme une résiliation et ne donnera lieu à aucune indemnité.

Le nombre de reconduction(s) est de : 3

L'Agence de la biomédecine se réserve la possibilité de ne pas reconduire l'accord-cadre au terme de chaque année par lettre recommandée avec AR. La non reconduction appliquée dans les conditions sus énoncées, ne saurait être considérée comme une résiliation et ne donnera lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 6 : NATURES DES PRESTATIONS

6.1 Prestations à réaliser

Le titulaire assure la retranscription des actes relatifs à différentes réunions à caractère administratif, scientifique ou juridique définies à l'article 6.2 ci-après, ainsi que pour d'autres réunions que l'Agence de la biomédecine est susceptible d'organiser.

Ces événements se tiennent au siège de l'Agence de la biomédecine, situé au 1 avenue du Stade de France - 93212 Saint-Denis ou en distanciel via l'outil de visioconférence de l'Agence de la biomédecine (Zoom).

Le titulaire assure les missions suivantes :

- 1 - La prise de notes sur place et l'enregistrement des débats au siège de l'Agence de la biomédecine ou en distanciel.
- 2 - Selon la nature de l'évènement à couvrir, il pourra être demandé au titulaire la rédaction :
 - **d'un compte-rendu exhaustif** : document très complet qui élimine du discours tout ce qui n'est pas acceptable à l'écrit ;
 - **d'un compte-rendu révisé** : document qui supprime du discours tout ce qui, justifié à l'oral, devient inutile à l'écrit ;
 - **d'un compte-rendu standard / synthèse standard** : document qui élimine du discours les informations accessoires ou peu signifiantes ;
 - **d'un compte-rendu synthétique / synthèse brève** : document qui ne retient que les informations relevant directement du cœur de la réflexion ;
 - **d'une synthèse / note de synthèse** : document succinct qui liste les thèses des intervenants, leurs points d'interrogation et leurs principaux exemples ;

- **d'un relevé de conclusions** : document concis précisant l'objectif de la réflexion et la liste des décisions prises par les intervenants.

Plusieurs niveaux de transcription peuvent occasionnellement être demandés pour une même réunion, principalement sur la base des enregistrements et/ou des prises de notes sur place ou en distanciel par le titulaire, ou exceptionnellement sur la base d'enregistrements fournis par l'Agence de la biomédecine.

- 3 - Les corrections à effectuer sur les comptes rendus, à titre exceptionnel et sur demande de l'Agence qui en principe effectue elle-même les corrections.

6.2 Types de réunions

Le nombre annuel de réunions sur lesquelles devrait intervenir le prestataire est estimé à trente-neuf (39) environ. Il s'agit d'une estimation qui n'engage pas le pouvoir adjudicateur.

A titre d'information, les réunions se répartissent généralement de la façon suivante :

a) Les instances

- ⇒ **Le conseil d'administration (CA) composé de 37 membres** :
3 séances annuelles : 3 heures d'enregistrement/séance ;
- ⇒ **Le conseil d'orientation (CO) composé de 27 membres** :
9 séances annuelles : 6 heures d'enregistrement/séance ;
- ⇒ **Le comité médical et scientifique (CMS) composé de 57 membres** :
8 séances annuelles : 3 à 7 heures d'enregistrement/séance ;
- ⇒ **Le conseil scientifique du Réseau Epidémiologie et Information en Néphrologie (REIN) composé de 30 personnes** :
4 séances annuelles : 6 à 7 heures d'enregistrement/séance ;
- ⇒ **Le comité social d'administration (CSA) composé de 14 membres** :
7 séances annuelles = 2 heures d'enregistrement/séance ;
- ⇒ **La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (FSSCT) composée de 14 membres** :
7 séances annuelles = 2 heures d'enregistrement/séance ;
- ⇒ **Le réseau français de sang placentaire (RFSP) composé de 38 personnes** :
1 séance annuelle = 5 heures d'enregistrement/séance ;
- ⇒ **Le réseau national des centres donneurs (RNCD) composé de 29 personnes** :
2 séances annuelles = 5 à 6 heures d'enregistrement/séance.

b) Les auditions de prestataires ou réunions de négociation, dans le cadre de marchés publics passés sur dialogue compétitif ou d'une procédure avec négociation

En moyenne, une procédure de marché par an avec environ 15 personnes. Les auditions sont généralement réparties sur deux journées (2h x 4).

A titre d'information, la moyenne constatée pour 3h de Comité médical et scientifique est de 17 pages. Le nombre moyen pour 6h de Conseil scientifique REIN est de 23 pages.

ARTICLE 7 : DELAIS ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Modalités d'intervention

L'Agence souhaite travailler avec un nombre réduit de rédacteurs compétents et dont le choix pourra être déterminé entre l'Agence et le prestataire.

Ces rédacteurs constitueront l'équipe dédiée à la réalisation des prestations, objet du présent marché.

L'Agence de la biomédecine souhaite, pour :

- ⇒ son conseil d'administration,
- ⇒ son conseil d'orientation,
- ⇒ son comité médical et scientifique,

que le prestataire affecte, dans la mesure du possible, toujours le même rédacteur pour chacune de ces instances, et ce pendant toute la durée du marché, périodes de reconduction incluses, de façon à garantir une qualité constante des comptes rendus.

Les rédacteurs affectés aux instances suivantes auront **obligatoirement un profil scientifique et/ou médical** :

- ⇒ au comité médical et scientifique,
- ⇒ au conseil d'orientation.

Le calendrier prévisionnel des instances 2026 est joint en annexe 3 du présent CCP. Pour les années suivantes, l'Agence de la biomédecine s'engage à remettre au titulaire, le calendrier prévisionnel général des principales réunions en fin d'année.

Pour la rédaction des comptes rendus, les rédacteurs devront avoir pris connaissance des dossiers fournis par l'Agence et s'y référer.

La direction générale en charge des ressources de l'Agence de la biomédecine assure la fonction de coordination interne et d'interface avec le prestataire.

Un point régulier sera fait au regard de la qualité des prestations fournies.

En cas de défaillance ou d'insatisfaction exprimée par l'Agence de la biomédecine sur la qualité des prestations rendues par un rédacteur, le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour affecter un autre rédacteur, à compétences équivalentes, à la réalisation des prestations restant à exécuter au titre du marché.

En cas de défaillance du responsable technique du titulaire altérant la bonne exécution des prestations objet du marché, le titulaire doit :

- en aviser l'Agence sans délai et prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations dans les conditions contractuelles ;
- proposer à l'Agence de la biomédecine un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 15 jours calendaires maximum à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent. Le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse le(s) remplaçant(s).

En cas de récusation, le titulaire dispose à nouveau de 15 jours calendaires pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation est motivée.

7.2 Types de transcription attendue

Dans le cadre du présent marché, selon la nature de l'événement à couvrir, l'Agence de la biomédecine pourra commander tous les types de comptes rendus listés à l'article 6 du présent Cahier des Clauses Particulières.

Les transcriptions arrêtées à ce jour par l'Agence de la biomédecine, pour chacune des instances sont listées ci-dessous. La liste est non-exhaustive. Elles pourront être modifiées à tout moment par l'Agence pendant toute la durée du marché.

Instances	Transcriptions attendues
Conseil d'administration	Synthèse standard
Conseil d'orientation	Synthèse brève
Comité médical et scientifique	Synthèse standard + relevé de conclusions
Conseil scientifique REIN	Synthèse brève
Comité social d'administration	Synthèse brève
Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail	Synthèse brève
Réseau français de sang placentaire	Synthèse standard
Réseau national des centres donneurs	Synthèse standard
Auditions ou réunions de négociation	Compte rendu exhaustif

7.3 Modalités générales d'exécution

7.3.1 *Emission des bons de commande*

Les prestations sont exécutées conformément aux délais et modalités fixés dans les bons de commande.

L'Agence adresse par courriel une demande au titulaire, **valant de précommande**, précisant la nature des prestations qu'il doit réaliser, le délai d'exécution et les prix applicables conformément au bordereau des prix.

Le titulaire accuse réception du courriel dès qu'il en a connaissance. La date et l'heure à prendre en compte pour la commande sont celles portées par le titulaire sur le récépissé du courriel.

Dans les 24h qui suivent la tenue de la réunion, le titulaire adresse par mail, au responsable technique, désigné au 8.1 du présent CCP, les heures effectives réalisées.

Sur cette base, l'Agence adresse le bon de commande par mail au titulaire.

Le bon de commande contient au moins les éléments suivants :

- Les coordonnées de l'Agence ;
- Les références du marché (numéro, date, objet) ;
- Les références du bon de commande (numéro, date, objet) ;
- La désignation, la durée et le lieu (siège ou en distanciel), et la date des prestations, tels que définis dans le bordereau des prix ;
- Les quantités ;
- Le montant du bon de commande en € HT, en € TTC et indication du taux de TVA applicable ;
- La date et la signature du bon de commande.

Le bon de commande pourra être modifié à tout moment par l'Agence de la biomédecine en cours de réalisation d'une prestation. Dans ce cas, l'Agence de la biomédecine adresse un bon de commande rectificatif au titulaire qui doit formellement notifier son acceptation par retour de mail.

Ce bon de commande rectificatif peut avoir un impact sur le prix initial de la commande tout en respectant le bordereau des prix.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières.

Sans préjudice de l'article R.2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de **plus de trois (3) mois** la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Personnes habilitées à signer les bons de commande :

- La directrice générale par intérim de l'Agence de la biomédecine
Madame Marine JEANTET
- Le directeur général adjoint en charge des ressources
Monsieur Marc DESTENAY
- Le directeur administratif et financier
Monsieur Antoine PHILIPPS
- La responsable du pôle finances
Madame Ana-Lucia ROCHINA

7.3.2 Eléments fournis par l'Agence

L'Agence s'engage à adresser le dossier de séance et l'ordre du jour au titulaire, au plus tard, dans les cinq (5) jours précédant la réunion ainsi que les éventuels documents préparatoires. L'ensemble du dossier de séance pourra occasionnellement être remis sur table.

Le titulaire s'engage à détruire ces éléments, dès la validation du livrable (compte-rendu) effectué par l'Agence.

7.3.3 Enregistrement des séances et conservation des données

L'enregistrement des séances sera effectué par le prestataire équipé de son propre matériel (sauf indication contraire par l'Agence dans le bon de commande).

Conservation des données enregistrées

Deux durées de conservation des données sont attendues dans le cadre du présent marché :

- **Les enregistrements relatifs aux instances du Conseil d'orientation, du Comité médical et scientifique** font l'objet de mesures particulières en application du décret 2012-745 du 9 Mai 2012 relatif à la déclaration publique d'intérêts et à la transparence en matière de santé publique et de sécurité sanitaire.
Ils devront être conservés par le prestataire pendant toute la durée du marché sur un espace dédié et sécurisé.
Ces données devront pouvoir être téléchargées par l'Agence de la biomédecine à tout moment et ce pendant toute la durée du marché.

Un code d'accès unique pour l'ensemble des deux instances devra être fourni à l'Agence. Le format des enregistrements devra être uniforme d'une séance à l'autre.

Le nommage des enregistrements devra intégrer les préfixes suivants : AAAAMMJJ_COR pour le conseil d'orientation, AAAAMMJJ_CMS pour le comité médical et scientifique.

- **Le titulaire devra conserver tous les autres enregistrements** pendant une période d'un an à compter de la date de la réunion, sur un espace dédié et sécurisé. Ces données devront pouvoir être téléchargées à tout moment par l'Agence de la biomédecine pendant ce délai.

Le nommage de ces enregistrements devra respecter une structure du type AAAAMMJJ_Nom_de_la_reunion.

Lorsque l'enregistrement d'une séance engendrera plusieurs fichiers, ces fichiers devront être mis à disposition sous forme d'archive globale afin d'en faciliter le téléchargement par l'Agence.

Toutes les données devront impérativement être traitées et stockées sur des serveurs situés sur le territoire Français.

Le prestataire assurera également en fin de marché le transfert de ces données vers l'Agence au responsable technique désigné au 8.1 du présent CCP.

Le titulaire devra tenir à jour un reporting complet de tous les enregistrements qu'il stocke pour le compte de l'Agence, celle-ci pouvant en faire la demande à tout moment et ce pendant toute la durée du présent marché (périodes de reconduction incluses).

7.3.4 Charte graphique et règles typographiques

Les documents faisant l'objet des prestations prévues au présent marché devront respecter la charte graphique de l'Agence annexée au présent CCP.

Le responsable technique du titulaire du présent marché se charge de transmettre ces consignes à chacun des rédacteurs dédiés à l'Agence.

7.3.5 Modalités, délais et livraisons des comptes rendus

Les livrables s'effectuent par voie électronique au format Word aux adresses indiquées par l'Agence.

Les délais de remise des comptes-rendus courent à compter de la date de tenue de la réunion.

Les comptes rendus sont remis **dans un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum**.

Les **corrections éventuellement demandées** au titulaire doivent être réalisées **dans un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum**.

Les délais d'exécution sont impératifs et conditionnent l'admission des prestations. En conséquence, toutes les modifications relatives aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord express de l'Agence de la biomédecine notifié au titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler au pouvoir adjudicateur ou à une autre personne désignée à cet effet dans le marché, sans délai et impérativement avant la date prévue de remise du document, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai

d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision. Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision par retour, à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

ARTICLE 8 : VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

L'Agence dispose d'un délai de **quatre (4) semaines** pour procéder à l'admission des prestations.

8.1 Responsable technique pour l'Agence de la biomédecine

Madame Sylviane MIRE
Assistante de direction
Direction générale médicale et scientifique

8.2 Responsable technique pour le Titulaire

Le responsable technique de la prestation pour le titulaire sera la personne habilitée à le représenter auprès de la personne publique pour toute question relative à l'exécution des prestations.

8.3 Condition de vérification et d'admission

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations à sa charge conformément aux meilleurs critères de qualité en vigueur dans la profession, selon les règles de l'art et conformément aux dispositions du présent marché.

Le titulaire garantit que les résultats des prestations sont conformes aux exigences fixées au présent Cahier des Clauses Particulières.

Outre les opérations de vérification qualitative exercées par le pouvoir adjudicateur et définies au CCAG-FCS, le titulaire s'engage à assurer le suivi des prestations et notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées au titre du marché conformément à sa proposition.

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner, selon l'importance des défauts, de manques ou de malfaçons constatés, une admission, un ajournement, une réfaction ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées au chapitre 5 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 : MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix mixtes (forfaitaires et unitaires). Le détail des prix figure au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

9.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que le transport, les déjeuners et l'hébergement éventuel des rédacteurs.

9.3 Prix de règlement

9.3.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix unitaires et forfaitaires figurant à l'acte d'engagement ou dans une annexe à celui-ci sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date de réception des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

9.3.2 Type des prix du marché

Toutes les prestations sont conclues à **prix fermes**. Les prix sont fermes pour la durée maximale du marché (reconductions comprises).

ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENT

Le règlement des prestations, se fera, après admission, sur présentation de factures conformément au CCAG-FCS.

10.1 Délais de paiement

Les sommes dues au titre du présent marché seront réglées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum, conformément au titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière et son décret d'application n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement.

Le point de départ de ce délai est la date de notification de la demande de paiement adressée par le titulaire à l'Agence de la biomédecine. Toutefois, les sommes dues au titulaire, au titre du présent marché, ne pourront être réglées qu'après admission des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payés directement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date incluse de mise en paiement du principal.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché.

10.2 Domiciliation des paiements

Les paiements seront domiciliés sur le compte ouvert au nom du titulaire, dont les références figurent à l'acte d'engagement (joindre un RIB).

En cas de sous-traitance ouvrant droit au paiement direct, les paiements seront domiciliés sur le compte ouvert au nom du sous-traitant, dont les références figurent à l'acte de sous-traitance (DC4) préalablement accepté par l'Agence de la biomédecine.

ARTICLE 11 : AVANCE FORFAITAIRE

Sauf s'il y renonce expressément sur l'acte d'engagement, le titulaire a droit au versement de l'avance.

En application des articles R. 2191-3 et R. 2191-16 du Code de la commande publique, l'avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande notifié supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Au titre de l'article R. 2191-7 dudit code, cette avance est égale à 5 % du montant TTC du bon de commande. Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du Code de la commande publique.

ARTICLE 12 : RYTHME PAIEMENTS

L'exécution du présent marché ne donnera pas lieu au versement d'acompte.

Le règlement des prestations se fera sur demande du titulaire après admission des prestations par l'Agence et présentation de factures conformément au CCAG-FCS, dans le délai global de paiement indiqué à l'article 10 du présent CCP.

Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement doivent correspondre au bon de commande.

En application de l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, le titulaire adresse sa facture sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>.

Numéro de SIRET de l'Agence : 180 092 587 00013

Outre les mentions légales, les **factures électroniques** transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct **comportent obligatoirement les mentions suivantes :**

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation des parties ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- le numéro d'engagement qui correspond au numéro du bon de commande adressé par l'Agence de la biomédecine ;
- Le Code d'identification du service en charge du paiement soit : **FACTURES_GE** ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des livrables ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation « CHORUS PRO ».

Toute erreur dans la transmission de facturation entraîne la suspension des délais de paiement jusqu'à ce que la facture parvienne à l'Agence via le portail chorus pro.

Toute réception de facture par un autre canal (courrier ou mail) sera rejetée.

Dans le cadre de la sous-traitance, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'Agence de la biomédecine.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE ET OBLIGATIONS

13.1 Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'Agence au titulaire restent la propriété de l'Agence.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 34 de la loi Informatique et Libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traitées pendant la durée du présent contrat ;
- Et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies. A ce titre, le titulaire s'engage à remettre dans un délai maximum de quinze jours à compter de la fin d'exécution du marché une attestation de destruction.

Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'Agence, conformément aux dispositions prévues aux articles 16 et 18 du présent cahier des clauses particulières.

L'Agence se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-25 et 226-17 du Code pénal.

L'Agence pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel et du non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 14 : DROIT, LANGUE, MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'Euro.

ARTICLE 15 : PENALITES

15.1 Pénalités pour retard

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Dès lors qu'un des délais prévus aux documents contractuels du présent marché est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt des pénalités **après mise en demeure préalable**.

Ces pénalités sont calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 10$$

Dans laquelle :

P = Montant TTC des pénalités

V = Valeur en TTC des prestations concernées sur laquelle est calculée la pénalité : cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou, exceptionnellement, de l'ensemble des prestations, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = nombre de jours de retard

15.2 Pénalités pour non-qualité

Lorsque l'Agence de la biomédecine est amenée à retravailler un compte-rendu pour y apporter des corrections à hauteur de plus de 10% du document initialement transmis, elle se réserve le droit d'appliquer des pénalités dont le montant est équivalent au pourcentage de corrections effectuées sur le document initial.

Ces pénalités seront déduites du montant restant dû par le pouvoir adjudicateur ou feront l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation de marché.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché selon les dispositions de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance et sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitant. Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'Agence de la biomédecine les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. Pour ce faire, il remplira un acte spécial relatif à la présentation d'un sous-traitant. L'Agence de la biomédecine, en cas d'accord, devra alors accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Agence de la biomédecine, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues au CCAG-FCS.

ARTICLE 17 : CONDITIONS DE RESILIATION

Le présent marché pourra être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS. En cas de résiliation en cours d'exécution, les sommes dues au titulaire seront calculées sur la base du travail déjà effectué.

L'Agence se réserve le droit, pour motif d'intérêt général, de résilier le marché en l'absence de toute faute du titulaire. Les formalités et les mesures à prendre sont prévues à l'article 42 du CCAG-FCS.

L'Agence de la biomédecine se réserve le droit de résilier le marché en cas de non-respect par le titulaire de l'une de ses obligations contractuelles. Les modalités de résiliation sont celles prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

Les parties pourront, après accord, mettre fin au contrat avant l'exécution complète du marché. Cette résiliation conventionnelle sera matérialisée par une convention de résiliation qui devra stipuler éventuellement le droit à indemnité ou le montant des prestations restant à régler. Cette convention sera signée par l'Agence de la biomédecine et par la personne habilitée à représenter le titulaire du marché.

Les commandes reçues par le titulaire avant la date d'effet de la résiliation du marché seront honorées, quelles que soient les dates de livraison effectives. La résiliation met fin aux relations contractuelles à compter de la date fixée dans la décision de résiliation, ou bien de la notification de la décision si celle-ci ne précise pas sa date d'effet.

L'Agence de la biomédecine se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

ARTICLE 18 : NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCES

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances de la part du titulaire ou des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, dans les conditions fixées par le Code de la commande publique et plus particulièrement en ses articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-62.

La personne habilitée à fournir, au nom de l'Agence de la biomédecine, les renseignements énumérés à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique est Monsieur le directeur administratif et financier de l'Agence de la biomédecine.

ARTICLE 19 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés au personnel et aux biens de l'Agence de la biomédecine du fait de l'exécution du marché.

Le titulaire garantit l'Agence de la biomédecine de toutes conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent marché et doit être assuré en conséquence.

Le titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent marché.

La franchise imposée par la compagnie d'assurance est à la charge du titulaire. Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que l'Agence puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Le titulaire est réputé être responsable des dégâts et dommages de toute nature, causés par la conduite des prestations objet du présent marché ou les modalités de leur exécution.

Dans un délai de 15 jours, à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il a souscrit à une police d'une assurance responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations du présent marché.

Le titulaire adresse chaque année, lors de la reconduction du marché, l'attestation d'assurance à l'Agence.

ARTICLE 20 : DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL)

Le titulaire s'engage à fournir **tous les 6 mois à compter de la notification** du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 ou D.8254.2 à D8254.5 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Agence de la biomédecine, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 : REGLEMENT DES LITIGES

21.1 Règlement amiable

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable les éventuels différends et litiges, nés entre le titulaire et la personne responsable du marché dans les conditions fixées au chapitre 8 du CCAG FCS.

Les parties pourront également, en vertu des articles R.2197-1 et suivants du Code de la commande publique, recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

21.2 Procédure contentieuse

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre sera soumis au Tribunal Administratif de Montreuil.

Tribunal administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93 558 Montreuil Cedex
Courrier électronique : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
Téléphone : 01 49 20 20 00

ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Motifs de la dérogation	ARTICLE CCP	ARTICLE CCAG-FCS
Documents contractuels	4	4
Pénalités de retard	15.1	14